

**MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES AYANT POUR OBJET  
L'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS  
DES SITES DE FRANCE TRAVAIL NOUVELLE-AQUITAINE**  
Procédure prévue à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES DOSSIERS DE REPONSE :  
06/03/2025 A 12H00**

## I. - COMPOSITION DU DOSSIER DE LA CONSULTATION

Le dossier de la consultation (DCE) est composé des pièces suivantes :

- le présent Règlement de consultation (RC) ;
- le Contrat applicable à l'ensemble des lots ;
- le Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) applicable à l'ensemble des lots et son annexe (liste des sites et prestations attendues) ;
- le cadre de réponse portant Proposition technique du candidat applicable à chaque lot ; le candidat doit présenter un cadre de réponse par lot auquel il candidate,
- le Bordereau du prix global et forfaitaire annuel/des prix unitaires (BPGF/BPU) applicable au(x) lot(s) considéré(s) ;
- le Détail quantitatif estimatif (DQE) applicables au(x) lot(s) considéré(s) ;
- le Document de candidature établissant le cas échéant l'habilitation du mandataire par les membres du groupement à les représenter et son annexe « Répartition des prestations par membres du groupement » ;
- La charte d'achats responsables
- la Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

## II. - PRESENTATION DE LA PROCEDURE

### II.1. - Procédure de passation et objet de la consultation

Passée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert prévue à l'article L.2124-2 du Code de la commande publique, la présente consultation vise à la conclusion de marchés publics ayant pour objet l'achat par France travail Nouvelle-Aquitaine de prestations d'entretien des espaces verts des sites de France Travail Nouvelle-Aquitaine. Ces prestations sont décrites au contrat, au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et son annexe.

### II.2. - Nombre et consistance des lots

Le marché public est conclu dans le cadre du ou de chacun des lots désignés au présent article parmi les 11 lots géographiques. L'allotissement géographique s'entend par référence à un département.

La présente consultation se compose des 11 lots suivants :

#### **Service Immobilier et Logistique Territoire Nord**

- Lot 01 : Sites du département de la Charente - 16
- Lot 02 : Sites du département de la Charente Maritime - 17
- Lot 03 : Sites du département de la Corrèze – 19
- Lot 04 : Sites du département des Deux-Sèvres - 79
- Lot 05 : Sites du département de la Vienne - 86
- Lot 06 : Sites du département de la Haute Vienne – 87
- Lot 07 : Sites du département de la Dordogne - 24

#### **Service Immobilier et Logistique Territoire Sud**

- Lot 08 : Sites du département de la Gironde - 33
- Lot 09 : Sites du département des Landes – 40
- Lot 10 : Sites du département du Lot et Garonne - 47
- Lot 11 : Sites du département des Pyrénées Atlantiques – 64

Les candidats peuvent présenter une offre pour un, plusieurs ou l'ensemble des lots.

Code CPV : 77310000

### II.3. - Forme, durée et quantité

Les marchés publics à conclure dans le cadre de la présente consultation prennent la forme de marchés mixtes intégrant :

- une partie forfaitaire pour ce qui concerne les prestations d'entretien courant décrites à l'article III.1 du CCFT et son annexe.

- et une partie exécutée par émission de bons de commande conformément aux articles R.2162-4 à R.2162-6 et R.2162-13 et R.2161-14 du code de la commande publique, sans minimum, avec un maximum exprimé en valeur pour toute la durée du marché, pour ce qui concerne :
  - ☞ les prestations complémentaires décrites à l'article III.2 du CCFT
  - ☞ aux prestations décrites à l'article III.1.9 du CCFT (dépassement du forfait).

Sous réserve des dispositions du présent contrat relatives à la résiliation, le marché public est conclu à compter de la date de sa notification pour une période ferme courant jusqu'à au 31/12/2026 puis reconductible tacitement deux fois pour une période d'un an, soit une durée maximale pouvant aller jusqu'au 31/12/2028.

Pour toute la durée des marchés les maximums s'établissent comme suit :

N° et intitulé du lot	Montant maximum (HT)
<b>Service Immobilier et Logistique Territoire Nord</b>	
Lot 01 : Sites du département de la Charente – 16	1 200
Lot 02 : Sites du département de la Charente Maritime – 17	2 800
Lot 03 : Sites du département de la Corrèze – 19	800
Lot 04 : Sites du département des Deux-Sèvres - 79	1 200
Lot 05 : Sites du département de la Vienne - 86	1 600
Lot 06 : Sites du département de la Haute Vienne – 87	1 600
Lot 07 : Sites du département de la Dordogne - 24	1 600
<b>Service Immobilier et Logistique Territoire Sud</b>	
Lot 08 : Sites du département de la Gironde - 33	2 400
Lot 09 : Sites du département des Landes – 40	1 600
Lot 10 : Sites du département du Lot et Garonne - 47	1 200
Lot 11 : Sites du département des Pyrénées Atlantiques – 64	2 400

Le titulaire est engagé à concurrence du maximum.

### III. - SOUS-TRAITANCE ET GROUPEMENTS

#### III.1. - Sous-traitance

Les candidats ont la possibilité de sous-traiter une partie des prestations objet des marchés à conclure dans le cadre de la consultation sous réserve de se conformer aux articles L.2193-1 à L.2193-9 et R.2193-1 à R.2193-9 du code de la commande publique.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les prestations objet des marchés ne peuvent en aucun cas être sous-traitées dans leur totalité.

#### III.2 - Groupements d'opérateurs économiques

Sous réserve des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence, les candidats peuvent candidater sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques, dans les conditions fixées aux articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public conclu dans le cadre du lot. Le groupement est conjoint lorsque chacun des membres du groupement s'engage à exécuter les prestations susceptibles de lui être attribuées au titre du marché conclu dans le cadre du lot. Les candidats peuvent candidater sous la forme d'un groupement conjoint ou d'un groupement solidaire.

Le mandataire du groupement, désigné au Contrat parmi les membres du groupement, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de France Travail et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché. Pour les marchés objet de la consultation, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans l'exécution de ses obligations contractuelles à l'égard de France Travail.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement candidat à un même lot de la consultation. L'attention des candidats est également attirée sur le fait que, dans le cadre de la présente consultation et pour un même lot, un même opérateur économique n'est pas autorisé à candidater en qualité de mandataire d'un groupement et de candidat individuel.

Sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article VI.1 du présent Règlement et conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition d'un groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des plis et la date de signature du ou des marchés auxquels le groupement est candidat qu'en cas d'opération de restructuration de société ou si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. En ce cas, le groupement peut demander à France Travail l'autorisation de continuer à participer à la procédure en proposant le cas échéant à son acceptation un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou en justifiant de ses capacités par un ou plusieurs nouveaux opérateurs économiques ne prenant pas part à l'exécution des prestations, en produisant les éléments mentionnés à l'article IV-1 1°) du présent Règlement. France Travail se prononce sur cette demande après examen de la capacité économique et financière, technique et professionnelle de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation et nouveaux opérateurs économiques par lesquels il justifie de ses capacités.

#### **IV. - DOSSIERS DE REPONSE, VARIANTES ET DUREE DE VALIDITE**

##### **IV.1. - Contenu des dossiers de réponse**

Le complet dossier de réponse, obligatoirement rédigé en langue française, comprend l'ensemble des pièces ci-après énumérées :

- 1°) le **Document de candidature** et le cas échéant **son annexe**, établi(s) conformément au(x) document(s) joint(s) au dossier de la consultation.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, le Document de candidature est produit par le mandataire et par chacun des autres membres du groupement.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils ont la possibilité de justifier de leur capacité à exécuter le ou les marchés auxquels il est candidaté par celles d'un ou plusieurs autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre eux et ces autres opérateurs, y compris la sous-traitance ou l'appartenance à un groupe. Dans le cas où le ou les opérateurs économiques par lesquels le candidat justifie de ses capacités ne prennent pas part à l'exécution des prestations, l'annexe au Document de candidature est de plus produite par chacun de ces autres opérateurs économiques. Dans le cas où le ou les opérateurs économiques par lesquels le candidat justifie de ses capacités prennent part à l'exécution des prestations, il s'agit alors de sous-traitants. Les informations relatives à ce ou ces sous-traitants sont produites dans la Demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement mentionnée au 6°). Dans tous les cas, le candidat rapporte en outre la preuve qu'il dispose de la capacité de chacun de ces autres opérateurs économiques pour l'exécution du ou des marchés auxquels il est candidaté, ce par tout moyen, par exemple un engagement écrit de chacun de ces autres opérateurs économiques.

Le candidat produit dans le domaine du ou des lot(s) auquel il établit une offre, les certificats de qualification professionnelle qu'il détient le cas échéant.

France Travail accepte tout moyen de preuve équivalent pour attester de la qualification professionnelle du candidat.

- 2°) le **Contrat**, dûment complété aux rubriques A à D de ses dispositions particulières, et auquel est joint un relevé BIC IBAN correspondant au compte bancaire ou postal dont les coordonnées sont indiquées à la rubrique C de ces dispositions particulières.
- 3°) pour chaque lot auquel il est candidaté, la **Proposition technique** du candidat, établie conformément au cadre de réponse joint au dossier de la consultation.

- 4°) pour chaque lot auquel il est candidaté, un **Bordereau du prix global et forfaitaire annuel/ bordereau des prix unitaire (BPGF/BPU)**, établi conformément au document joint au dossier de la consultation.

Les prix prennent la forme définie au **BPGF/BPU**, et sont établis conformément aux dispositions de l'article IX.1 du Contrat.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que, à peine d'irrégularité de leur offre, ils ne sont pas autorisés à présenter des prix établis sous une autre forme ou selon un autre mode que ceux expressément mentionnés au **BPGF/BPU** et à cet article. Notamment, les candidats ne sont pas autorisés à présenter des prix variables selon le nombre de lots susceptibles de leur être attribués.

- 5°) pour chaque lot auquel il est candidaté, le **Détail quantitatif estimatif (DQE)**, établi conformément au document joint au dossier de la consultation et dans lequel les quantités indiquées ne peuvent être modifiées. Les candidats reconnaissent être parfaitement informés que le Détail quantitatif estimatif (DQE) est uniquement destiné à la comparaison financière des offres ; il n'a pas vocation à constituer une pièce du marché et les quantités qui y sont indiquées n'engagent en aucune manière France Travail.
- 6°) La charte d'achats responsables complétée et signée
- 7°) dans le cas où, à la remise du dossier de réponse et dans les conditions fixées à l'article III.1. du présent Règlement de la consultation, le candidat envisage de sous-traiter une part des prestations objet du ou des lots auxquels il est candidaté, pour chaque sous-traitant et pour chaque lot, une **Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement**, établie conformément au document joint au dossier de la consultation.

Les pièces énumérées au présent article n'ont pas à être signées lors de la transmission du dossier de réponse. **Seul l'attributaire pressenti du marché public est tenu de signer**, préalablement à l'attribution du marché, certaines de ces pièces dans les conditions fixées à l'article VI.3 du présent Règlement.

#### **IV.2. - Précisions terminales, variantes et durée de validité**

Dans tous les cas où il est exigé à l'article IV.1 du présent Règlement l'établissement d'une quelconque pièce constitutive du dossier de réponse conformément à un document joint au dossier de la consultation, il est recommandé de compléter directement les cadres de réponse joints au dossier de la consultation. S'ils souhaitent néanmoins établir leurs propres supports de réponse (y compris le document unique de marché européen mentionné à l'article R.2143-4 du code de la commande publique), les candidats fournissent l'ensemble des informations sollicitées dans les cadres de réponse joints au dossier de la consultation.

Conformément aux dispositions de l'article R.2142-4 du même code, une même personne physique ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre de la présente consultation.

La durée de validité des Propositions techniques et des prix est de 4 mois à compter de la date limite de réception des dossiers de réponse mentionnée à l'article V.3 du présent Règlement.

### **V. - MODALITES DE PRESENTATION ET DE TRANSMISSION DES DOSSIERS DE REPONSE**

#### **V.1. - Obligation de transmission par voie dématérialisée**

Les candidats transmettent leur complet dossier de réponse par voie électronique *via* le profil d'acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Ils ne sont **pas autorisés à remettre leur dossier de réponse sous forme papier**.

Dans ce cadre, l'attention des candidats est attirée sur les avertissements et recommandations techniques suivant :

- **Programme malveillant** : France Travail n'assure pas la réparation des dossiers de réponse contenant un programme malveillant. Il est par suite recommandé aux candidats de vérifier leurs

fichiers avec un antivirus performant et à jour. La simple suspicion de la présence d'un virus entraîne le rejet du dossier de réponse.

- **Format des fichiers** : les fichiers au format .exe ou .bat ne sont pas autorisés. Il est par ailleurs recommandé de ne pas utiliser certains outils, notamment les macros. Enfin, il est inutile de compresser les fichiers avant de les télécharger sur le profil d'acheteur.
- **Nom des fichiers** : afin d'éviter tout blocage lors du téléchargement des fichiers sur le profil d'acheteur, il est recommandé d'éviter les caractères spéciaux tels que (liste non exhaustive) : °, / \*, et de privilégier les caractères alphanumériques.
- **Lisibilité** : dans l'hypothèse où les candidats prévoient de scanner des documents, ils doivent s'assurer d'une définition suffisante garantissant leur lisibilité.
- **Délai de transmission** : le caractère volumineux des fichiers est de nature à accroître le délai de transmission du dossier de réponse, engendrant un risque de réception après la date et l'heure limites de réception mentionnée à l'article V.3 du présent Règlement. Seule la bonne fin de transmission d'un dossier de réponse complet génère l'accusé de réception valant attestation de dépôt.

## V.2 - Copie de sauvegarde

Les candidats ont la faculté de, à titre de copie de sauvegarde, également transmettre un exemplaire de leur complet dossier de réponse par voie électronique ou sur support physique qui peut être électronique (Cédérom, clé USB, DVD-Rom ...) ou papier.

Les avertissements et recommandations techniques mentionnées à l'article V.1 du présent Règlement sont applicables aux copies de sauvegarde remises par voie électronique ou sur support physique électronique.

La copie de sauvegarde, transmise par voie électronique, peut être envoyée par une lettre recommandée électronique à [marcheimmobilierbordeaux.33127@francetravail.fr](mailto:marcheimmobilierbordeaux.33127@francetravail.fr), doit alors être utilisé l'un des services d'envoi recommandé électronique qualifié par l'ANSII (<https://www.ssi.gouv.fr/uploads/liste-produits-et-services-qualifies.pdf> pages 20 et 21) ou par l'Europe (<https://eidas.ec.europa.eu/efda/tl-browser/#/screen/search/type/1>). Elle peut également être remise *via* tout service permettant l'envoi de fichiers respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.

La copie de sauvegarde transmise sur support physique doit l'être sous enveloppe cachetée sur laquelle sont portées les mentions « Ne pas ouvrir - copie de sauvegarde », « Marchés d'entretien d'espaces verts », ainsi que le nom du candidat. Elle peut être soit transmise par lettre recommandée avec avis de réception postale (ou tout moyen équivalent permettant de déterminer la date et l'heure certaines de leur réception et de garantir leur confidentialité), soit remis en mains propres contre récépissé les jours ouvrés, du lundi au vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00, à l'adresse suivante :

France Travail Nouvelle-Aquitaine  
Service Achats-Marchés  
Entretien d'espaces verts  
N° 2501-DRFT-NA-DIL-93  
87 rue Nuyens - TSA 30004  
33056 BORDEAUX CEDEX

Dans tous les cas, la copie de sauvegarde doit être reçue par France Travail au plus tard à la date limite de réception des dossiers de réponse mentionnée à l'article V.3 du présent Règlement. Sous cette réserve, elle est ouverte lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le dossier de réponse transmis ou lorsqu'il est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pas pu être ouvert, à la condition que sa transmission ait commencé avant la date et l'heure limites de réception des dossiers de réponse.

## V.3. - Date et heure limites de réception des dossiers de réponse

La date limite de réception des dossiers de réponse est fixée au **06/03/2025 à 12h00**, y compris s'agissant de la copie de sauvegarde.

La date et l'heure indiquées par le profil d'acheteur font seules foi en cas de contestation. Les candidats reconnaissent être parfaitement informés que le fuseau horaire auquel est rattaché le profil d'acheteur est

le suivant : GMT + 1 heure, Central Europe Time, Brussels, Copenhagen, Madrid, Paris, Rome. Tout retard entraîne le rejet du dossier de réponse, sauf si une copie de sauvegarde est par ailleurs parvenue dans les conditions fixées à l'article V.2 du présent Règlement.

## **VI. - MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES PUBLICS**

### **VI.1. - Admission des candidatures**

Sur la base du ou des Documents de candidature produits dans les conditions fixées à l'article IV-I 1°) du présent Règlement, France Travail vérifie que les candidats ne se trouvent pas dans un cas d'interdiction de soumissionner.

Dans le cas où un sous-traitant par lequel le candidat justifie de sa capacité à exécuter le ou les marchés auxquels il candidate ou un membre d'un groupement d'opérateurs économiques candidat entre dans un cas d'interdiction de soumissionner, France Travail exige son remplacement par un opérateur économique ne faisant pas l'objet d'un motif d'exclusion. A peine de rejet de la candidature, le candidat transmet, dans un délai maximum de dix jours calendaires à compter de la réception de la demande, la Demande d'acceptation du nouveau sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement ou l'annexe au Document de candidature mentionné à l'article IV.1 1°) du présent Règlement établie par le membre du groupement proposé en remplacement. Est joint un nouveau Document de candidature établi par le mandataire du groupement, modifié en sa rubrique G pour tenir compte de la nouvelle composition du groupement.

Sur la base de ce ou ces mêmes documents, France Travail s'assure en outre de la capacité économique et financière, technique et professionnelle des candidats à exécuter le ou les marchés auxquels ils candidatent.

Les candidats reconnaissent être parfaitement informés qu'en cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, la capacité à exécuter le ou les marchés auxquels il est candidaté est appréciée de manière globale, pour l'ensemble des membres du groupement

### **VI.2. - Sélection des offres**

Les offres irrégulières, inacceptables, inappropriées ou anormalement basses sont rejetées dans les conditions fixées aux articles L. 2152-1 à L. 2152-6 du code de la commande publique. Sous cette réserve, les marchés sont attribués aux candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses, jugées telles sur la base des critères pondérés d'attribution ci-après mentionnés pour chaque lot :

- **40 % pour la valeur technique appréciée sur la base de :**
  - 20 % pour la méthodologie appréciée sur la base de :
    - Modalités d'exécution des prestations à réaliser : 15%
      - Modalités de prise en charge des prestations : 3 %
      - Programmation prestations d'entretien courant : 5 %
      - Exécution des prestations complémentaires : 3 %
      - Processus de contrôle et de suivi des interventions : 3 %
      - Bon d'intervention : 1 %
    - Mesures de sécurité, de protection et d'hygiène : 5%
  - 10 % pour les moyens humains appréciés sur la base de :
    - Composition et expertise de l'équipe dédiée et son encadrement : 4%
    - Modalités d'organisation du dispositif d'encadrement et de formation du personnel : 6%
      - Descriptif du dispositif d'encadrement : 4 %
      - Formations prodiguées au personnel : 2 %
  - 10% pour la protection environnementale et l'insertion sociale appréciées sur la base de :
    - pour les mesures prises pour réduire les impacts environnementaux : 2%
    - pour la description du système de gestion et de traitement des déchets verts : 2%
    - pour l'insertion sociale : 6%

- **60% pour le prix :**
  - 55 % apprécié sur la base du bordereau du prix global et forfaitaire annuel.
  - 5 % apprécié sur la base du détail quantitatif estimatif (DQE)

Sans préjudice des dispositions de l'article IV.2 du présent Règlement, chaque sous-critère pondéré de jugement des offres est apprécié sur la base des éléments fournis par le candidat dans la fiche ou rubrique correspondante du cadre de réponse joint au dossier de la présente consultation.

### **VI.3 - Documents à produire avant notification des marchés**

#### **VI.3.1 - Justificatifs et moyens de preuve**

Préalablement à toute notification, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer un marché est tenu de prouver qu'il n'entre pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, en produisant les pièces mentionnées aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique, ainsi que le Document de candidature, daté et signé par une personne ayant compétence à cet effet. Le cas échéant, celles de ces pièces rédigées dans une langue autre que le français sont produites accompagnées de leur traduction en langue française.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les pièces que France Travail peut directement obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou par le biais d'un espace de stockage numérique, s'il fournit dans le Document de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou espace et si son accès est gratuit.

**S'il le souhaite, le candidat a la faculté de transmettre ces documents au moment du dépôt de son offre.**

#### **VI.3.2 - Documents contractuels signés**

Préalablement à toute notification, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer un marché est également tenu de produire un exemplaire du Contrat, un exemplaire de la Charte Achats Responsables de France Travail et, le cas échéant de la ou les Demandes d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, daté et signé par la ou les personnes ayant compétence à cet effet.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique, et dans le cas où le mandataire est habilité à représenter les autres membres du groupement dans le cadre de la procédure de passation, le Contrat est signé par le seul mandataire. Dans le cas où le mandataire n'est pas habilité à représenter les autres membres du groupement dans le cadre de la procédure de passation, le Contrat est signé par le mandataire et chacun des autres membres du groupement.

En cas de sous-traitance, lorsque le sous-traitant est proposé par un membre d'un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique et quel que soit le membre du groupement proposant le sous-traitant, la Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement est signée par le sous-traitant et par le mandataire du groupement si celui-ci est habilité par les autres membres à les représenter dans le cadre de la procédure de passation. Cette demande est signée par le sous-traitant, le mandataire et chacun des autres membres du groupement si le mandataire n'est pas habilité par les autres membres du groupement à les représenter dans le cadre de la procédure de passation.

Ces pièces peuvent être signées électroniquement au moyen d'un certificat électronique en cours de validité.

Le certificat de signature doit être :

- soit un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement (UE) n°910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur ;
- soit un certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, répondant aux exigences de l'annexe I du même règlement.

Seuls les formats de signature XAdES, PAdES et CAdES sont acceptés.



Un outil de création de signature est disponible sur le profil d'acheteur.

Sauf s'ils utilisent un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et l'outil de création de signature proposé par le profil d'acheteur, les candidats joignent le mode d'emploi permettant de vérifier la validité de la signature.

### **VI.3.3 - Modalités de transmission**

Les pièces mentionnées aux articles VI.3.1 et VI.3.2 du présent Règlement sont transmises *via* le profil d'acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. La date limite de réception de ces pièces est le troisième jour ouvré à compter du lendemain de la date de réception de la demande *via* le profil d'acheteur.

## **VII. - VISITES PREALABLES A LA REMISE DES DOSSIERS DE REPONSE**

Compte tenu de l'objet des marchés et afin de leur permettre de présenter le dossier de réponse le plus adapté, les candidats peuvent, préalablement à la remise de leur dossier de réponse, procéder **à une visite des sites** (cf. les adresses indiquées à l'annexe du CCFT).

Cette visite est fortement conseillée afin de prendre connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des prestations, aux accès et abords, bassin de rétention, à l'exécution des prestations, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier.

Les candidats doivent préalablement à la visite, informer par courriel le service immobilier du territoire concerné de la date de leur passage. Cette information fera l'objet d'une validation de France Travail.

Pour les lots de 1 à 7 : [daig-immob-nord.alpc@francetravail.fr](mailto:daig-immob-nord.alpc@francetravail.fr)

Pour les lots de 8 à 11 : [dafg-immob-sud.alpc@francetravail.fr](mailto:dafg-immob-sud.alpc@francetravail.fr)

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'aucune visite ne pourra être programmée après la date de remise des offres.

En aucun cas, le candidat ne devra solliciter le personnel de France travail sur site. Les questions/informations seront transmises conformément à l'article VIII ci-dessous.

## **VIII. - DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Les demandes de renseignements complémentaires doivent être adressées *via* le profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La date limite de réception des demandes de renseignements complémentaires est fixée au 26/02/2025, la date de réception faisant foi. Aucune demande ne sera prise en compte au-delà de cette date.